

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°365
6 Janvier 2025
ISSN 1245-0286

Intervention du courant Front Unique au Bureau National de la FSU (le 6/01/2025)

- On ne peut que se réjouir de la chute du régime de Bachar El-Assad. Mais pendant qu'un intérêt légitime se porte sur la Syrie, Israël accentue encore ses massacres, poursuit la destruction du système de santé et utilise la famine comme une arme de guerre. Le courant Front Unique réaffirme que notre fédération doit se placer inconditionnellement au côté du peuple palestinien écrasé par l'État d'Israël. Notre fédération doit combattre pour le boycott d'Israël dans tous les domaines.

- Mayotte a été dévastée par un terrible cyclone. Dès le départ, l'État a été gravement déficient et encore aujourd'hui, les populations peinent à recevoir eau et nourriture. En plus, celles qui s'étaient réfugiées dans des bâtiments en dur en sont maintenant chassées. Le nouveau gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau a décidé d'accentuer la lutte contre une partie des sinistrés. 3 ministres mettent en avant le « désordre » et le « chaos » migratoires. Et Bayrou souhaite remettre davantage en cause le droit du sol. On voit bien que le gouvernement est sur le même terrain que le RN. Avec sa politique de traque contre les habitants dits en situation irrégulière, le gouvernement menace de provoquer une terrible catastrophe sanitaire.

- Le nouveau gouvernement a les mêmes objectifs que son prédécesseur. Il a aussi la même méthode : la concertation. Le 17 décembre, les organisations patronales et syndicales, à l'exception de la CGT, se sont adressées aux « élus et responsables politiques » dans une véritable offre de service qu'elles concluent ainsi : « *Les interlocuteurs sociaux seront comme toujours au rendez-vous du dialogue et de la responsabilité.* » Elles écrivent également : « (...) *la négociation collective et la construction de compromis, est en capacité d'apporter des réponses concrètes. Nos organisations en ont fait encore récemment la démonstration.* »

Mais quelle est cette démonstration récente ? Il s'agit de la convention sur l'assurance chômage adoptée par les mêmes organisations en novembre et qui a été agréée par le gouvernement démissionnaire le 19 décembre. Elle prévoit de réduire le taux de contribution des entreprises. Elle décline les conséquences de la réforme des retraites aux chômeurs. Et surtout, elle prévoit une économie de 2,4 milliard pour l'Unedic en 4 ans allant bien au-delà de la demande gouvernementale.

- On comprend que pour le gouvernement, cette convention chômage soit un modèle à imiter en particulier pour les retraites. Ainsi le 5 janvier, lors de l'émission *Questions politiques*, la ministre du travail a rappelé « *la méthode* » à laquelle le gouvernement est attaché, à savoir « *laisser la main aux partenaires sociaux avec un impératif de finances publiques* ». Le gouvernement espère donc que lesdits « partenaires sociaux » accepteront de renoncer à la revendication d'abrogation de la réforme des retraites et prendront en charge eux-mêmes son adaptation aux nouvelles contraintes de financement affichées dans le dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites.

- Qui peut douter que les déclarations d'amour aux agents formulées par le nouveau ministre de la Fonction publique sont empreintes de cynisme et d'hypocrisie ? L'agenda ministériel est assez clair. Marcangeli a précisé à *Corse Matin* qu'il évoquerait avec les représentants des agents, y compris « *les sujets qui fâchent* ». Et il indique « *Nous avons besoin de réformes (...) parce qu'elles sont là, prêtes, parce qu'elles font l'objet d'un consensus politique (...)* ».

- Le nouveau gouvernement est un ennemi déterminé des travailleurs. Comme son prédécesseur, il est à la merci du soutien du RN auquel Bayrou a donné des gages. Fragile à l'Assemblée, ce gouvernement compte d'autant plus sur le soutien des dirigeants syndicaux.

Notre fédération doit cesser d'en appeler à faire « *primer l'intérêt général* ». Elle doit renoncer à déclarer que « *La seule méthode qui devra prévaloir sera celle du dialogue social* ».

Elle doit rompre avec ce nouveau gouvernement et combattre pour la défense de nos seules revendications. A commencer par l'abrogation de la contre-réforme des retraites et l'augmentation immédiate de 10 % du point d'indice.